LES POSTIERS POURSUIVENT LEUR GRÈVE

Fonctionnaires et ouvriers ne peuvent pas toucher leurs salaires

La colère des citoyens monte. Fonctionnaires et ouvriers ne peuvent retirer leurs maigres salaires pour se nourrir, se déplacer et se soigner. Pour vivre. La situation devient impossible.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Hier samedi, les guichets des bureaux de poste ont été pris d'assaut. Bousculade et queues interminables au niveau des guichets. Les citoyens qui espéraient pouvoir enfin toucher leurs salaires ont été vite déçus. La plupart des bureaux de poste ont poursuivi la grève, certains ont repris leurs activités avant de les suspendre quelques heures plus tard.

Où sont nos droits ?

«Je veux mes droits ! Je ne partirai pas d'ici tant que je ne les aurai pas eus. Je ne quémande pas quand même, c'est mon argent !» s'écrie Akli, en tapant de ses grosses mains sur le comptoir en marbre de la poste de Hassiba-Ben Bouali. Ses cris de détresse résonnent dans les couloirs, sans que personne veuille lui répondre.

Ce retraité s'est déplacé de Boumerdès jusqu'à Alger, espérant trouver une poste pour retirer sa maigre pension et subvenir aux besoins de sa famille. Il a fait tous les bureaux de poste se trouvant sur son chemin, aucune n'assurait le service minimum.

«Elles sont toutes en grève ! Je suis sorti à 9h du matin, ce n'est pas possible, comment faire ? Un ami m'a prêté 1 000 DA, regardez ils sont là, je ne peux plus tenir», dit-il, en exhibant un billet d'argent.

Fatigué par sa course, le vieillard, encore coriace, raconte que vendredi, sa fillette, qui a réussi son examen de sixième, était venue réclamer son cadeau tant promis. «Je l'ai repoussée en lui disant que je n'ai pas d'argent ! Je ne pouvais faire autrement», confie-t-il tristement, en poussant un long soupir.

La petite salle grouille de monde. Tous les sièges sont pris, les clients, la plupart des femmes, attendent désespérément depuis plusieurs heures que les postiers reprennent le travail. Non loin, une autre foule, des fonctionnaires et des ouvriers débout bloquent l'entrée principale, ils attendent eux aussi. Au niveau des guichets, c'est la guerre. Les cris et les interrogations, les citoyens revendiquent le service minimum, des explications, une prise en charge… «Ce n'est pas vrai, ils ont payé des policiers et puis ils ont tout arrêté. Pourquoi sont-ils injustes !» pestent des citoyens à l'adresse des guichetiers. Cela s'est passé sous leurs yeux, ils racontent que des policiers ont pu retirer leurs salaires alors que les postiers refusaient de les faire passer. Pour de plus amples informations, on demande à une employée de nous expliquer pourquoi la poste de Hassiba Ben Bouali (Alger) a arrêté subitement ses activités alors qu'elle avait repris ce samedi matin. Difficilement, après insistance, une employée précise que tous les autres bureaux de poste sont en grève. «On ne pouvait pas travailler seuls !», lâche-t-elle, sans nous regarder avant de disparaître dans les couloirs.

Poste privée ou publique ?

Aux bureaux de poste de la place du 1er-Mai, les guichets sont vides. Aucune pancarte n'indique que dans cet établissement étatique on est en grève. Pour ne pas répondre aux clients qui affluent, les employés se sont cachés dans une autre salle et ont fermé la porte. Agglutinés devant le comptoir, des citoyens désespérés tentent de se renseigner, mais en vain, personne n'est là pour les rassurer ou leur parler. Quelques postiers apparaissent furtivement de temps à autre, indifférents, ils ne daignent même pas répondre aux interrogations qui pleuvent. Les citoyens s'impatientent, ils supplient les travailleurs d'assurer un service minimum, de les aider à retirer leur salaire car ils sont condamnés et ne peuvent rien faire sans argent. Leurs supplications ne trouvent aucun écho. «Moi, je suis comme vous. Vous me prenez pour qui ? Je ne suis pas le ministre !» hurle un postier en gesticulant. C'est le seul postier qui a daigné répondre aux clients qui ont demandé à voir le responsable. Belkacem tente de lui expliquer l'urgence de sa situation, de le convaincre, mais en vain.

Le postier est inabordable comme tous les autres avec qui il a essayé de discuter. «Dites-nous, c'est une poste privée ou étatique ! Mais dans tous les pays qui se respectent, il y a un service minimum ! Vous n'allez pas nous condamner. Belkacem et son ami Halim sont sortis tôt le matin, de Bab El Oued, ils ont fait toutes les postes. Hydra, Staouéli, Didouche-Mourad, Bab El Oued, Sidi Fredj, Aïn Benian et Aïn Naadja, mais sans résultat.

«On a été même à la poste de Club-des-Pins. L'accès nous a été interdit. Bien sûr, c'est une résidence d'Etat, nous, c'est le peuple», lâche-t-il avec ironie. «Comment allons-nous faire nos achats, pour payer nos factures, acheter nos médicaments ? On va encore faire des prêts ? Ce n'est pas possible», s'emporte Halim, dépassé. S'ils disposent de leurs cartes, les clients peuvent retirer quelques billets des distributeurs automatiques.

I. B.

Photo : Samir Sid.

Portes closes devant les citoyens qui subissent un supplice depuis une dizaine de jours.

ILS EXIGENT LA SATISFACTION DE LEURS REVENDICATIONS

Les travailleurs du secteur agricole menacent de débrayer

Le Conseil national des travailleurs du secteur agricole affilié au Snapap se dit décidé à aller vers des actions de protestation avant la fin du mois de juillet prochain, si les revendications des travailleurs ne sont pas satisfaites.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le Conseil national des travailleurs du secteur agricole s'est réuni ce vendredi pour débattre de la situation socioprofessionnelle des travailleurs et élaborer une plate-forme de revendications. Cette dernière, selon le communiqué du Snapap sera soumise au ministre de l'Agriculture.

Les revendications des travailleurs du secteur agricole concernant la révision du statut particulier pour garantir une meilleure prise en charge du plan de carrière des fonctionnaires du secteur ainsi que l'harmonisation du régime indemnitaire.

Il s'agit aussi de revoir la classification de chaque corps de métier du même secteur par rapport aux autres secteurs de la Fonction publique et du développement de carrière du personnel en matière de réalisation des actions de formation et de perfectionnement.

Les travailleurs revendiquent aussi la permanisation de tous les contractuels, l'assouplissement des conditions d'accès à la formation et la révision du point indiciaire.

Les membres du Conseil menacent, par ailleurs, de recourir à un large mouvement de protestation avant la fin du mois de juillet prochain dans le cas où la tutelle ne répond pas favorablement à leur plate-forme de revendications.

F.-Z. B.

Le complexe Nedro-Meubles paralysé par une grève

Les travailleurs du complexe Nedro-Meubles semblent décidés à aller jusqu'au bout de leurs revendications. Ils continuent à observer leur mouvement de grève, entamé il y a presque un mois.

Le 16 mai dernier, les travailleurs de Nedro-Meubles ont décidé à l'unanimité de passer à l'acte. A notre arrivée au complexe, situé à l'entrée de la ville de Nedroma, les travailleurs étaient regroupés à l'extérieur de l'usine et des banderoles étaient accrochées à l'entrée du complexe. Ce qui renseigne déjà sur la nature de ce mouvement de revendications. C'est le responsable syndical qui nous invite à le suivre à son bureau. Le climat est très tendu et notre arrivée à l'improviste semble un peu surprendre les membres du conseil syndical. Il faut dire que cette grève déclenchée dans une entreprise à Nedroma est curieusement ignorée par la presse. Il s'agit tout de même du sort de plus de 200 travailleurs et de la première unité industrielle inaugurée à la fin des années 70 dans cette région, réputée pour son artisanat, notamment la poterie. D'emblée, les responsables du conseil syndical nous déclarent qu'ils n'y a maintenant plus de dialogue possible avec le directeur de l'entreprise et que son départ figure parmi leurs principales revendications. Dans une plateforme de doléances remise aux délégués dépêchés par la Fédération des matériaux du bois, les grévistes demandent l'ouverture de négociations pour les augmentations de salaire et la titularisation des contractuels, certains sont sous ce statut depuis plus de 10 ans. Selon les représentants des travailleurs, cette situation de conflit dure depuis plus de 4 ans. Ils affirment qu'aucun dialogue n'est possible avec l'actuel directeur et qu'il n'y a jamais eu d'assemblée générale. Lors de notre passage au complexe, le directeur était absent et nous n'avons pas pu connaître son point de vue sur cette crise qui paralyse le complexe Nedro-Meubles. Il semble que cette unité de production ne connaît pas de problèmes de production, elle dégage même un bénéfice, ce qui a conduit les salariés à revendiquer l'amélioration de leur situation sociale.

On apprend, d'autre part, qu'une plainte a été déposée contre un représentant syndical par le directeur de l'entreprise, ce qui n'est pas fait pour encourager le dialogue entre les deux parties. En attendant, les travailleurs campent sur leurs positions en attendant une réponse du P-dg du groupe.

M. Zenasni